

Insee Conjoncture

Languedoc-Roussillon



N°1

Juillet 2014

Au premier trimestre 2014, le sursaut ne se confirme pas

Dans un contexte national de stagnation de l'activité, l'économie régionale ne confirme pas le sursaut de la fin d'année. L'emploi concurrentiel diminue après un rebond au trimestre précédent et le taux de chômage régional progresse de + 0,2 point, après la baisse de - 0,4 point. La perte d'un millier d'emplois intérimaires, essentiellement dans le secteur de la construction, contribue pour près de moitié à la diminution d'emploi. L'effectif salarié se réduit aussi fortement dans le secteur du commerce. Même les services marchands, seul secteur où le niveau d'emploi est supérieur à celui d'avant-crise, perdent des emplois ce trimestre. La progression dans les services aux entreprises et dans l'information-communication ne compense pas la diminution dans les autres sous-secteurs, notamment dans l'hébergement-restauration. L'éclaircie provient de l'emploi industriel qui poursuit sa stabilisation, stoppant ainsi sa baisse tendancielle. Elle provient aussi de la réduction du chômage des jeunes en lien avec les politiques d'emploi qui leur sont destinées.

Isabelle DIOUM, Stéphane DURAND, Roger RABIER - Insee Languedoc-Roussillon

Rédaction achevée le 22 juillet 2014

Après une fin d'année 2013 durant laquelle le sursaut de la consommation des ménages avait redonné de la vigueur à l'économie régionale, le marché du travail se dégrade à nouveau au premier trimestre 2014.

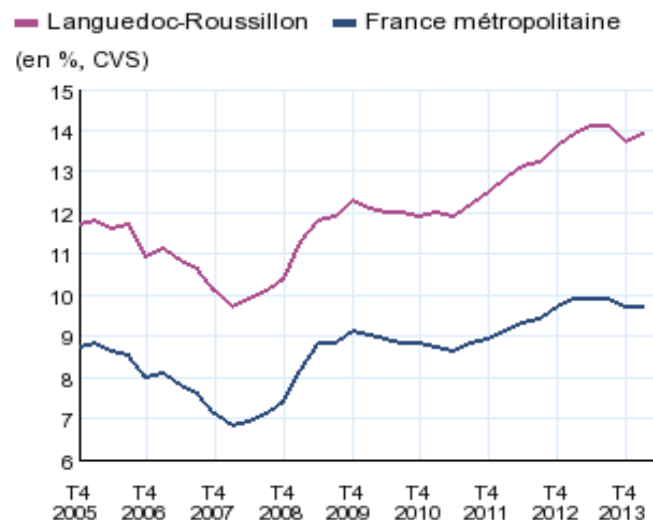
Progression du chômage

Alors que le taux de chômage avait baissé assez sensiblement, de - 0,4 point, au quatrième trimestre 2013, il repart à la hausse (+ 0,2 point) ce trimestre pour atteindre 13,9 % de la population active régionale (figure 1). Le Languedoc-Roussillon subit la plus forte progression trimestrielle du taux de chômage avec Champagne-Ardenne et demeure la région métropolitaine la plus affectée devant le Nord-Pas-de-Calais (12,8 %).

Ce trimestre, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Languedoc-Roussillon suit les tendances nationales. Il progresse fortement (+ 1 %), après une inflexion de la hausse constatée depuis mi-2013. L'augmentation est plus importante pour les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi, que pour ceux en activité réduite. La dégradation du marché du travail affecte essentiellement les demandeurs d'emploi les plus âgés dans la continuité des évolutions constatées depuis mi-2008. En revanche, sous l'effet notamment des politiques d'emploi qui leur sont

destinées, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue pour le troisième trimestre consécutif et même de façon plus sensible qu'au trimestre précédent (- 1 % contre - 0,2 % au quatrième trimestre 2013).

1 Taux de chômage



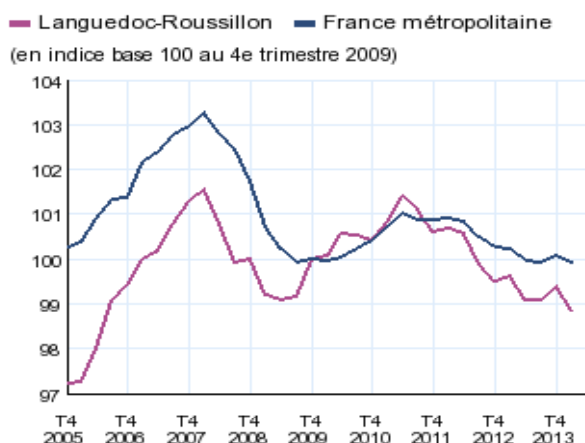
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Perte de 2 550 emplois

En Languedoc-Roussillon, l'emploi marchand non agricole diminue de 2 550 salariés ce trimestre (- 0,5 %) (figure 2). Cette baisse est la quatrième plus forte parmi les 22 régions métropolitaines, derrière la Franche-Comté, Poitou-Charentes et le Limousin, alors que la région avait connu la deuxième plus forte progression de l'emploi au quatrième trimestre 2013.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand



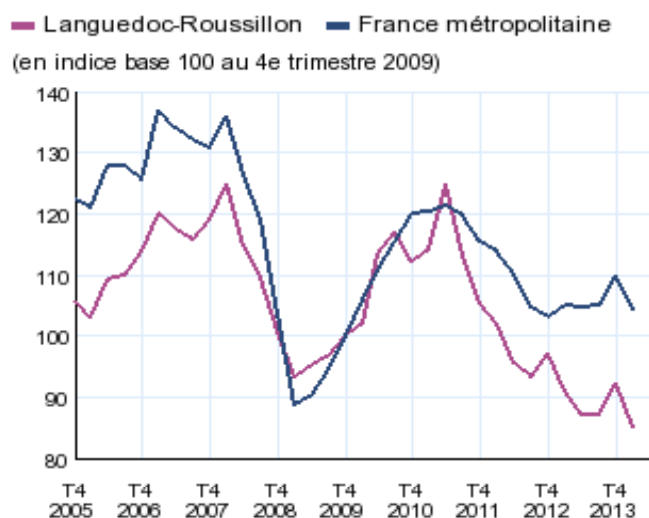
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

L'emploi intérimaire avait fortement rebondi le trimestre précédent (+ 800) du fait des travaux de rénovation d'habitat par anticipation de la hausse de la TVA, du commencement de la phase opérationnelle des grands chantiers entre Nîmes et Montpellier et du surcroît d'activité dans le commerce avec les fêtes de fin d'année. Ce trimestre, il subit un sérieux contrecoup avec une perte de plus d'un millier de missions d'intérim fin mars (figure 3), soit une baisse de - 7,9 %. L'emploi intérimaire a plus subi la crise que les emplois directs. Il atteint, au premier trimestre 2014, son niveau le plus bas depuis onze ans (premier trimestre 2003). L'emploi direct (CDI et CDD) perd de son côté près de 1 500 emplois (- 0,3 %), et est à peine supérieur aux points bas de mi-2009. Le nombre d'emplois directs à la fin du premier trimestre 2014 correspond à celui observé fin 2006.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



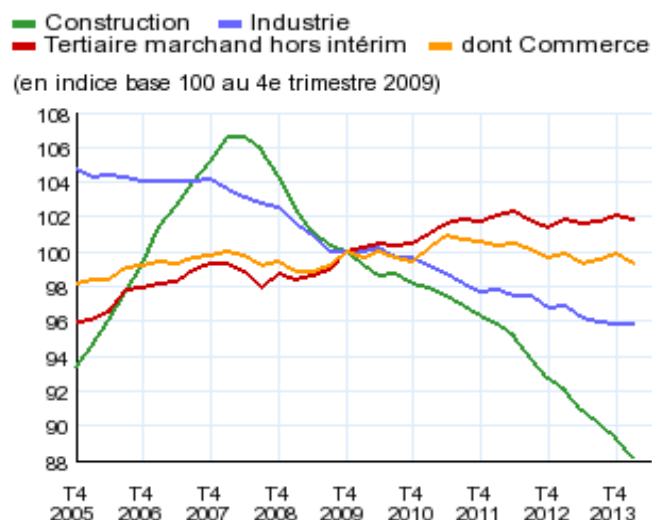
Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Pour l'ensemble des emplois salariés marchands, la baisse en un an est forte, - 3 700 emplois. Mais cette diminution, du fait de l'accalmie dans la deuxième moitié de l'année 2013, n'atteint pas le rythme observé de mi-2012 à mi-2013, et surtout de mi-2008 à mi-2009.

4 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Languedoc-Roussillon



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

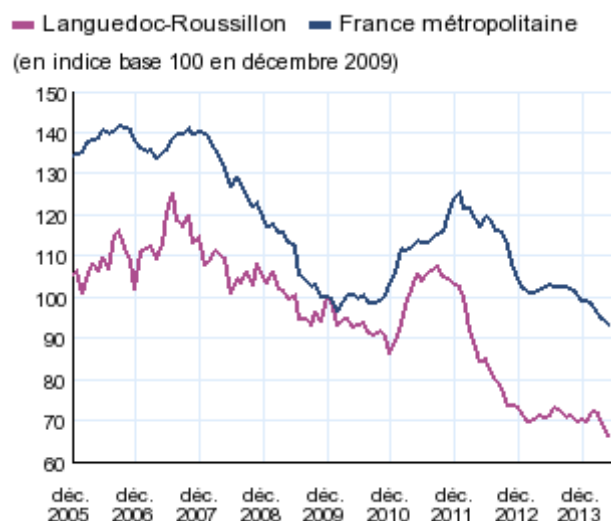
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Forte baisse des emplois dans la construction

La chute est particulièrement brutale dans le secteur de la construction avec une baisse de 700 intérimaires. Conjuguée avec la perte de 600 emplois en contrats à durée déterminée ou indéterminée (figure 4), la construction enregistre une forte diminution de ses effectifs. Celle-ci est liée à des mises en chantier de logement à un point bas (figure 5) et à la faiblesse de la commande publique, notamment des collectivités territoriales, dans les travaux publics. En six ans, un emploi sur cinq a disparu dans la construction soit une perte de 13 200 salariés dont 2 700 intérimaires.

5 Évolution du nombre de logements commencés

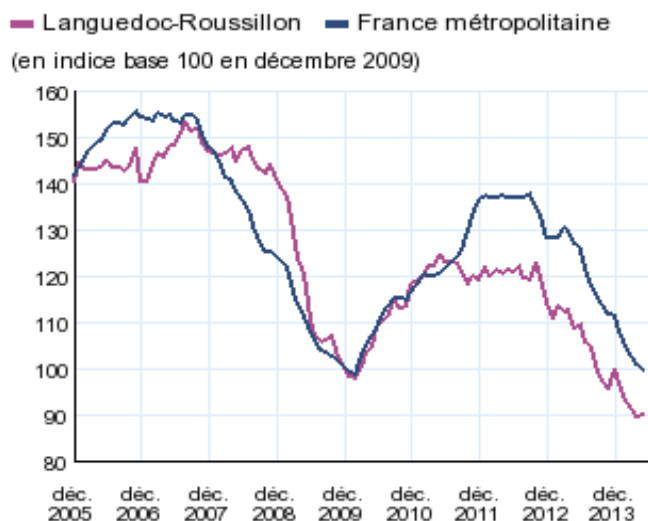


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

Les perspectives de construction de logements ne sont pas bien orientées car le nombre de logements autorisés continue de baisser au cours du premier trimestre 2014 (*figure 6*).

6 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

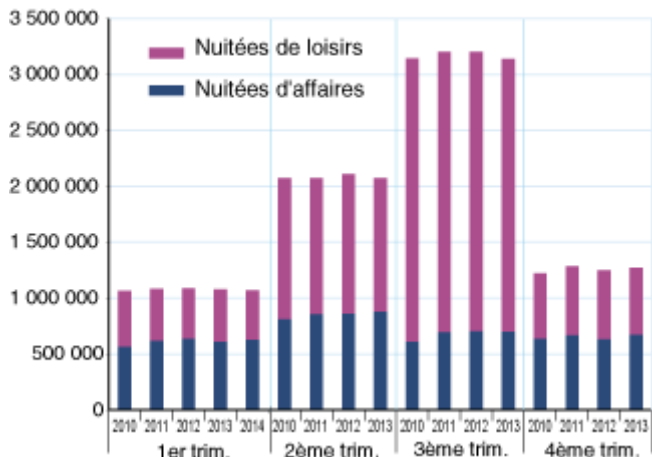
Source : SoeS, Slt@del2

Effacement du gain d'emplois dans le commerce

Le commerce subit également fortement le contrecoup de la hausse d'emploi en fin d'année dernière (+ 600) avec une perte de 850 emplois dont 150 intérimaires lors du premier trimestre 2014. Pourtant, les ménages languedociens continuent à recourir au crédit et à leur épargne liquide pour subvenir aux dépenses de consommation. Par ailleurs, le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers a certes diminué par rapport au trimestre précédent, qui avait été marqué par une anticipation du durcissement du malus écologique, mais il se maintient au niveau du premier trimestre 2013. C'est dans le secteur de la grande distribution que les pertes d'emplois sont les plus nombreuses. Le développement de nouvelles formes de distribution, comme les courses en ligne, ne compense sans doute pas la réduction des effectifs dans les formes plus traditionnelles de vente.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Nuitées dans les hôtels en Languedoc-Roussillon



Notes : données trimestrielles brutes.

Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2010, 2011 et 2012 ont été réévaluées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

Évolutions contrastées dans les services

Même les services marchands, seul secteur à présenter un niveau d'emploi supérieur à celui d'avant-crise, ont perdu des emplois ce trimestre. Mais, il faut nuancer cette évolution selon les activités de ce secteur hétérogène. En effet, l'emploi dans les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien a encore progressé (+ 420 salariés). Ce sous-secteur de services aux entreprises a gagné plus d'un millier d'emplois salariés en un an. De même, l'emploi dans le secteur de l'information et de la communication a encore progressé de 310 salariés ce trimestre après une hausse de 200 salariés le trimestre précédent. En revanche, les services marchands visant à satisfaire les besoins de la population, résidente ou touristique, ont perdu 1 060 emplois ce trimestre. La baisse est marquée dans l'hébergement-restauration, en lien avec la diminution de la fréquentation hôtelière avec 10 200 nuitées de moins qu'au cours du premier trimestre 2013 (*figure 7*). Le nombre de nuitées pour motif d'affaires augmente de 20 600 mais la fréquentation de la clientèle de loisirs chute de - 30 800 nuitées.

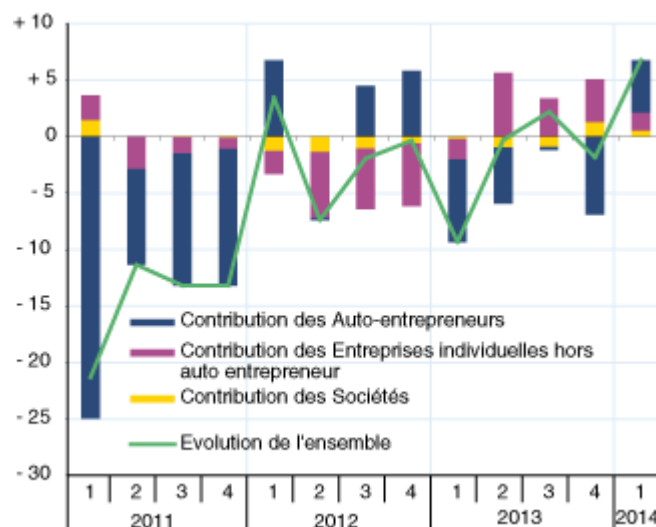
Stabilisation de l'emploi industriel

La stabilisation de l'emploi dans l'industrie constitue une autre légère éclaircie. En effet, l'emploi industriel, qui a tendance à décroître sur le long terme, se maintient depuis la mi-2013. Selon les enquêtes de conjoncture de la Banque de France, l'activité est assez soutenue avec de bonnes perspectives dans les industries agro-alimentaires et la chimie mais le segment des produits informatiques, électroniques et des équipements électriques rencontre plus de difficultés.

L'auto-entrepreneuriat renoue avec la hausse des créations

Au premier trimestre 2014, 8 300 entreprises ont été créées dont 4 400 sous le régime de l'auto-entrepreneuriat. Les créations sous ce régime progressent de 9,3% par rapport au premier trimestre 2013. Depuis fin 2012, la création des auto-entreprises était à la baisse. Cela pouvait être dû, en partie, à la hausse des charges sociales des auto-entrepreneurs depuis janvier 2013 et au projet de réforme prévoyant la baisse du plafond de chiffre d'affaires donnant droit à exonération des cotisations sociales. La dynamique observée au premier trimestre pourrait être liée à la nouvelle dégradation du marché du travail, une grande part des auto-entrepreneurs créant leur activité pour se garantir un emploi. Les autres statuts voient aussi leurs créations progresser : + 8 % pour les entreprises individuelles et + 2 % pour les nouvelles sociétés (*figure 8*).

8 Évolution en glissement annuel des créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : Données brutes en glissement annuel

Lecture : au premier trimestre 2014, les créations ont progressé de 6,8% par rapport au premier trimestre 2013. Les auto-entreprises contribuent pour + 4,6 points à cette évolution.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

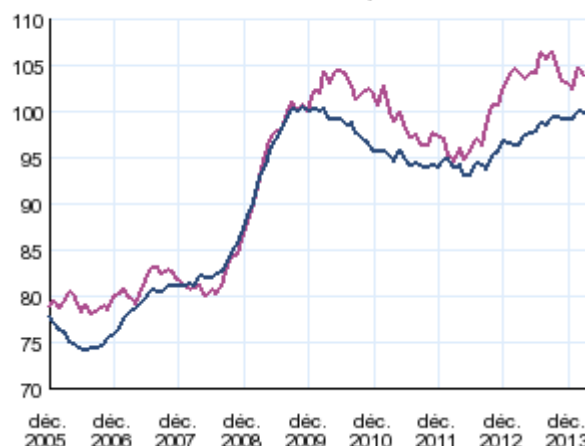
Nouvelle progression des défaillances d'entreprises

Plus d'un millier d'entreprises ont suivi une procédure de redressement judiciaire en Languedoc-Roussillon, une cinquantaine de plus qu'au cours du premier trimestre 2013. Les défaillances d'entreprises progressent donc à nouveau, après une phase de recul en fin d'année 2013 (figure 9).

Les secteurs de la construction et du commerce concentrent à eux deux la moitié des défaillances, suivis par l'hébergement et la restauration (14 %). Par rapport au premier trimestre 2013, le nombre de défaillances s'est stabilisé, à un point haut, dans l'ensemble des secteurs à l'exception de ceux de la construction et du soutien aux entreprises qui enregistrent une progression. ■

9 Défaillances d'entreprises

— Languedoc-Roussillon — France métropolitaine
(en indice base 100 en décembre 2009)



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte national - La croissance revient mais ne décolle pas

Au premier trimestre 2014, l'activité stagne. La croissance reviendrait en France au deuxième trimestre (+0,3 %). Au second semestre, la croissance ne décollerait pas : elle resterait moyenne (+0,3 % par trimestre). Au total, le PIB progresserait de 0,7 % en 2014, après +0,4 % en 2012 et 2013. Des facteurs persistants continuent de limiter l'ampleur de la reprise. Le pouvoir d'achat des ménages s'améliore certes, mais trop modestement pour conduire à une franche accélération de la consommation (+0,3 % en 2014) et à une reprise de l'investissement en logements neufs. Confrontées à une demande qui ne décolle pas, et avec un taux de marge qui se redresse mais reste bas, les entreprises ne sont pas enclines à investir. Enfin, les exportations françaises ne profiteraient pas pleinement de l'accélération attendue du commerce mondial, pénalisées notamment par l'appréciation de l'euro.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+22 000 postes) comme au second semestre (+38 000) du fait des emplois aidés. Le taux de chômage augmenterait légèrement d'ici fin 2014 (10,2 %).

Contexte international - Les économies avancées ralentissent ponctuellement

Les économies avancées ralentissent au premier trimestre 2014, principalement du fait de la contraction de l'économie américaine. Dans la zone euro, l'activité accélère en Allemagne et en Espagne mais cale en France et en Italie.

Les économies émergentes traversent toujours une zone de turbulences : les attaques monétaires ont cessé mais les resserrements monétaires passés continueraient de peser sur l'activité. Leurs importations ne progresseraient que modérément d'ici la fin de l'année.

À l'inverse, les économies avancées retrouveraient de l'élan d'ici fin 2014. Aux États-Unis, l'activité rebondirait fortement. Au Royaume-Uni, la demande intérieure progresserait vigoureusement malgré un marché immobilier qui s'assagirait au second semestre. La zone euro, et notamment l'Espagne, retrouverait du tonus (+0,3 % par trimestre), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages. En revanche, la construction continuerait de peser négativement dans la zone, excepté en Allemagne.

Insee Languedoc-Roussillon

274, allée Henri II de Montmorency
34064 Montpellier Cedex 2

Directeur de la publication :
Francis Vennat

Rédacteur en chef :
Magalie Dinaucourt

ISSN : en cours

@Insee 2014

Pour en savoir plus :

- [Note de conjoncture nationale de juin 2014](#)
[www.insee.fr/fr/rubrique/Themes/conjoncture/analyse de la conjoncture](http://www.insee.fr/fr/rubrique/Themes/conjoncture/analyse%20de%20la%20conjoncture)
- [L'année économique et sociale 2013 en Languedoc-Roussillon](#)

Contributeurs :

- Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Cellule économique du BTP en Languedoc-Roussillon
- Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- Direction Interrégionale des Douanes de Montpellier
- Banque de France - Direction régionale
- Pôle Emploi Languedoc-Roussillon
- Urssaf Languedoc-Roussillon

